

Programme d'appui au secteur manufacturier Volet IMPLANTATION

ENTENTE N° PASM-08-09-0123-0123

INTERVENUE ENTRE

Les entreprises ABC inc., corporation légalement constituée, représentée par le biais de Madame Josée Côté, directrice de l'ingénierie, 123 rue Principale, Belleville (Québec) G1G 1G1, dûment autorisée, telle qu'elle le déclare, à agir relativement à un projet mis en oeuvre à son établissement **Usine Principale, situé au 123 rue Principale, Belleville (Québec) G1G 1G1**,

(Ci-après appelée le « **REQUÉRANT** »)

ET

L'AGENCE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, personne morale de droit public constituée en vertu de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (L.R.Q., c. A-7.001) ayant son siège au 5700, 4^e Avenue Ouest, RC, Québec (Québec) G1H 6R1, représentée par madame Luce Asselin, présidente-directrice générale, dûment autorisée tel qu'elle le déclare,

(Ci-après appelée l'« **AGENCE** »)

ATTENDU QUE l'**AGENCE** a mis sur pied le *Programme d'appui au secteur manufacturier (PASM)*;

ATTENDU QUE le **REQUÉRANT** a soumis une demande d'aide financière à l'**AGENCE**, dans le cadre de ce programme;

ATTENDU QU'à la suite de l'évaluation de la demande du **REQUÉRANT**, celle-ci a été acceptée par l'**AGENCE**.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

1.1 La présente entente a pour objet l'octroi d'une aide financière par l'**AGENCE** au **REQUÉRANT** d'un montant de **22 500\$** afin qu'il réalise un projet intitulé *Remplacement des brûleurs*, tel que plus amplement décrit à l'annexe 1 et ci-après appelé le « **PROJET** ». Les coûts totaux admissibles du **PROJET** sont de **45 000\$** et les coûts internes admissibles sont établis à **10 000\$**.

ARTICLE 2 – AFFIRMATION ET GARANTIE

2.1 Le **REQUÉRANT** affirme et garantit que toutes les données factuelles contenues dans son *Formulaire de demande* et que tout document présenté à l'appui de celui-ci sont véridiques et exacts et que l'ensemble des estimations et des prévisions ont été préparées au meilleur de ses compétences, de son jugement et de sa bonne foi.

ARTICLE 3 – CONTRIBUTION

- 3.1 L'aide financière mentionnée à l'article 1 et accordée par l'**AGENCE** dans le cadre du volet « IMPLANTATION » du programme, doit respecter les paramètres du programme décrits au *Guide détaillé du requérant*.
- 3.2 L'aide financière accordée par l'**AGENCE** peut être combinée à l'aide provenant de programmes complémentaires offerts par les distributeurs d'énergie ou par d'autres organismes gouvernementaux. Dans un tel cas, la somme globale des différentes aides reçues, quelle qu'en soit la provenance, ne pourra dépasser 75 % des coûts admissibles du PROJET établis à l'article 1, le **REQUÉRANT** devant toujours contribuer pour un montant minimal de 25 % des coûts admissibles du PROJET.
- 3.3 Le **REQUÉRANT** doit rembourser, sans délai, l'**AGENCE** pour toute demande de paiement rejetée ou tout paiement excédentaire versé. Dans l'éventualité où ces versements ou paiements excédentaires n'étaient pas retournés à l'**AGENCE** dans les délais qu'elle lui aura indiqués, celle-ci peut, en avisant le **REQUÉRANT** par écrit, appliquer l'un ou l'ensemble des recours prévus à l'article 11 de la présente entente.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU REQUÉRANT

4.1 Général

Le **REQUÉRANT** s'engage à :

- a) réaliser les travaux reliés au PROJET de manière à respecter les délais de réalisation du PROJET fixés à l'article 4.2 de la présente entente pour toucher l'aide financière;
- b) demeurer entièrement responsable des contrats attribués dans le cadre de la réalisation du PROJET ainsi que des résultats de ce PROJET, peu importe les intervenants ayant été impliqués;
- c) signifier, sans délai, à l'**AGENCE**, toute autre aide financière reçue ou demandée relativement au PROJET;
- d) signifier à l'**AGENCE**, sous forme de rapport écrit, toute modification à la réalisation du PROJET décrit à l'annexe 1, afin qu'elle juge de la pertinence des modifications et du maintien ou non de l'aide financière selon les modalités déjà inscrites dans l'entente;
- e) informer l'**AGENCE**, dans des délais raisonnables, de la tenue des rencontres d'étapes et de présentation finale afin qu'elle puisse y assister si elle le souhaite;
- f) tenir les livres, les comptes et les registres des coûts admissibles du PROJET et conserver les factures, récépissés et pièces justificatives y ayant trait. Sur demande, il devra les mettre à la disposition de l'**AGENCE** et lui permettre de les examiner et de vérifier ces documents ainsi que d'en faire des copies;
- g) fournir à l'**AGENCE** tous les renseignements et documents nécessaires pour permettre la vérification comptable spécifique du PROJET et lui donner accès, durant les heures normales d'ouverture et avec un préavis de vingt-quatre (24) heures, à toute information jugée pertinente par l'**AGENCE** à la vérification et ceci, pour une période allant jusqu'à vingt-quatre (24) mois après la date à laquelle prend fin la présente entente;
- h) accepter la divulgation des renseignements reliés au PROJET, tel que prévu à l'article 19.2 de la présente entente;
- i) mentionner, conformément à l'article 9 des présentes, dans les communications et la publicité sur le PROJET, qu'il fait l'objet d'une participation financière de l'**AGENCE**. La mention publique d'une contribution financière ne doit toutefois en aucun cas laisser entendre que l'**AGENCE** recommande quelques produits ou procédés que ce soit; si les résultats et les informations du PROJET sont transmis à d'autres organismes afin d'être diffusés, le **REQUÉRANT** doit en informer au préalable le représentant technique de l'**AGENCE**.

4.2 Description des livrables

Le **REQUÉRANT** s'engage à :

- a) réaliser le PROJET mentionné à l'article 1 et plus amplement détaillé à l'annexe 1, conformément aux modalités contenues dans la présente entente, promptement, diligemment et professionnellement;
- b) commander les équipements de manière à fournir à l'**AGENCE** une copie des bons de commande dans un délai de **quatre (4)** mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente;
- c) compléter le *Plan de surveillance* détaillé du PROJET conforme aux exigences précisées à l'annexe 2 et en transmettre une copie à l'**AGENCE** en format papier et électronique dans un délai de **quatre (4)** mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente;
- d) compléter le *Rapport de mise en fonction* des équipements du PROJET conforme aux exigences précisées à l'annexe 3 et transmettre une copie à l'**AGENCE** en format papier et en format électronique dès que cette étape est finalisée;
- e) rédiger le *Rapport de projet* dont le contenu est détaillé à l'annexe 4 et transmettre une copie à l'**AGENCE** en format papier et en format électronique à l'intérieur d'un délai de trente-six (36) mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente;
- f) transmettre à l'**AGENCE**, une copie de l'ensemble des factures des coûts admissibles du PROJET et s'il y a lieu, le détail du temps réalisé par le personnel interne ainsi que le *Rapport détaillé des coûts* final contenu dans le fichier en format Excel *Formulaires de projet* mis à sa disposition par l'**AGENCE**, à l'intérieur d'un délai de trente-six (36) mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente;
- g) compléter le *Plan d'implantation des mesures* et le *Rapport des résultats du plan d'implantation des mesures* contenus dans le fichier en format Excel *Formulaires de projet* mis à sa disposition par l'**AGENCE** et lui transmettre une copie à l'intérieur d'un délai de trente-six (36) mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente entente;
- h) fournir à l'**AGENCE** une déclaration signée à l'égard des montants d'aide financière obtenus, ou en voie de l'être, de programmes complémentaires offerts par les distributeurs d'énergie ou par d'autres organismes gouvernementaux;
- i) transmettre annuellement à l'**AGENCE**, et ce, jusqu'à la date à laquelle prend fin la présente entente, un *Rapport de mise à jour annuelle*, conformément au contenu précisé à l'annexe 5.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE L'AGENCE

5.1 L'**AGENCE** s'engage à :

- a) verser au **REQUÉRANT** l'aide financière prévue à l'article 1, et ce, conformément aux modalités contenues à l'article 6 de la présente entente et au cadre normatif du programme;
- b) offrir au **REQUÉRANT** un soutien technique lors de la réalisation du PROJET.

ARTICLE 6 – PAIEMENT

6.1 La somme prévue à l'article 1 est payable au **REQUÉRANT** en **trois** versements ainsi répartis :

- a) après la vérification et la validation par l'**AGENCE** des premiers bons de commande, accompagnés du *Rapport détaillé des coûts*, mis à jour d'après les factures et les notes de coûts et du *Plan de surveillance* détaillé du PROJET, l'**AGENCE** versera au **REQUÉRANT**, à la suite de la réception d'une facture conforme, un montant de **5 625\$**, comme **première** tranche de l'aide financière;
- b) après la vérification et la validation par l'**AGENCE** du *Rapport de mise en fonction* des équipements, des copies des factures, des notes de coûts, du *Rapport détaillé des coûts*, mis à jour d'après les factures et notes de coûts et du *Plan de surveillance* du PROJET mis à jour, l'**AGENCE** versera au **REQUÉRANT**, à la suite de la réception d'une facture conforme, un montant de **11 250\$**, comme **deuxième** tranche de l'aide financière;
- c) après la vérification et la validation par l'**AGENCE** du *Rapport de projet*, des copies des factures et notes de coûts, du *Rapport détaillé des coûts*, mis à jour d'après les factures et notes de coûts, du *Plan d'implantation des mesures*, du *Rapport des résultats du plan d'implantation des mesures* également mis à jour et après réception d'une déclaration concernant les autres sources de financement obtenues, l'**AGENCE** versera au **REQUÉRANT**, à la suite de la réception d'une facture conforme, un montant de **5 625\$**, comme **troisième** et **dernière** tranche de l'aide financière.

6.2 Les montants fixés à l'article 6.1 peuvent être en tout temps rajustés à la baisse par l'**AGENCE** ou un remboursement peut être exigé lorsque l'**AGENCE** constate que :

- 1) Les coûts réels du PROJET sont inférieurs aux coûts estimés;
- 2) Il y a eu une ou des contributions provenant de programmes complémentaires offerts.

Le cas échéant, le **REQUÉRANT** sera avisé du montant du paiement ainsi rajusté ou du remboursement exigible et qui sera alors facturé par l'**AGENCE**, selon les critères du programme. L'aide financière ne peut en aucun cas être augmentée.

6.3 Les factures doivent contenir de façon générale les informations suivantes : le numéro de dossier du PROJET, le nom du **REQUÉRANT**, la date de la facture, les activités réalisées ainsi que la somme payable. Après vérification, l'**AGENCE** verse les sommes dues dans les trente (30) jours qui suivent la date de réception de la facture et de tous les documents requis.

6.4 L'**AGENCE** règle normalement les demandes de paiement conformément aux dispositions du Règlement sur le paiement d'intérêts aux fournisseurs du gouvernement (R.R.Q., c. A-6, r. 18 et ses modifications).

6.5 En dépit des autorisations ou des approbations données pour fins de paiement aux différentes étapes d'exécution de l'entente, l'**AGENCE** se réserve le droit de refuser, en tout ou en partie, les travaux qui n'auraient pas été exécutés conformément aux exigences de la présente entente et de réclamer une portion ou la totalité de l'aide financière versée et d'appliquer l'une ou l'autre des dispositions de l'article 11 des présentes.

ARTICLE 7 – LOIS, RÈGLEMENTS ET PERMIS

7.1 La présente entente est régie par les lois applicables au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du district judiciaire de Québec sont les seuls compétents.

7.2 Le **REQUÉRANT** doit se conformer aux lois, règlements, décrets et ordonnances en vigueur pendant la durée de l'entente et il doit fournir, sur demande, une attestation en ce sens. Le **REQUÉRANT** doit détenir tous les permis, licences, brevets et certificats requis pour l'exécution de l'entente.

ARTICLE 8 – QUALITÉ DU FRANÇAIS

- 8.1 Le **REQUÉRANT** doit fournir en français les factures et autres documents relatifs à la présente entente. Les ressources affectées à l'exécution de l'entente devront être en mesure de communiquer adéquatement en français, tant verbalement que par écrit.
- 8.2 Le **REQUÉRANT** doit s'assurer que les documents qu'il produit sont rédigés dans un français de bonne qualité, correctement orthographiés et présentés dans le style approprié à la nature du document.
- 8.3 De plus, lorsque requis, le **REQUÉRANT** doit traduire le document qu'il produit afin de respecter l'obligation contenue au présent article.
- 8.4 À défaut par le **REQUÉRANT** de s'acquitter de l'obligation prévue au présent article à la satisfaction de l'**AGENCE**, celui-ci devra rembourser à l'**AGENCE** les frais qu'elle aura encourus aux fins de la révision linguistique du document et pour sa traduction, le cas échéant. L'**AGENCE** doit donner, au préalable, un avis écrit de dix (10) jours au **REQUÉRANT** afin qu'il remplisse lui-même son obligation.

ARTICLE 9 – ÉLÉMENTS DE VISIBILITÉ

- 9.1 Le **REQUÉRANT** s'engage à faire approuver au préalable par l'**AGENCE** tous les éléments de visibilité portant le nom, le logotype et la signature, selon le cas, de l'**AGENCE** et de ses programmes. Si l'**AGENCE** le juge à propos, elle pourra demander que des modifications soient apportées aux éléments de visibilité portant son nom, son logotype ou sa signature.
- 9.2 Le **REQUÉRANT** s'engage à respecter les normes graphiques du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec (PIV) quant à l'utilisation du logo de l'**AGENCE**. Il s'engage ainsi à assurer une bonne visibilité à l'**AGENCE** sur le matériel promotionnel imprimé ou électronique et à le soumettre à l'**AGENCE** pour approbation avant publication. Ces normes concernent entre autres le respect d'une zone de protection minimale autour de la signature ainsi qu'une application minimale quant à la hauteur du drapeau qui, en aucun cas, ne doit être inférieure à 5,5 mm. Les normes du PIV sont disponibles à l'adresse suivante : www.piv.gouv.qc.

ARTICLE 10 – INDEMNISATION

- 10.1 Le **REQUÉRANT** dégage l'**AGENCE** de toute responsabilité pour tous dommages de quelque nature que ce soit pouvant résulter ou découler de la présente entente.
- 10.2 Le **REQUÉRANT** sera responsable de tous les coûts découlant des activités comprises dans la présente entente. Si un déficit financier devait survenir, l'**AGENCE** ne pourrait en aucun cas en être tenue responsable.
- 10.3 Plus spécifiquement, le **REQUÉRANT** doit exonérer et indemniser l'**AGENCE**, ses représentants et mandataires à l'égard de toute réclamation, demande, perte, frais encourus par eux ou qui leur sont imputés (incluant les honoraires d'avocats), dommages et intérêts, action ou autre poursuite en justice à tout moment, relativement à :
- a) une conduite volontaire, d'une négligence, d'une omission ou de toute autre faute de la part du **REQUÉRANT** ou de ses employés ou mandataires ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution de la présente entente, sauf lorsqu'elle résulte d'une violation de ses obligations par l'**AGENCE**, ses représentants, employés ou mandataires en est la cause;
 - b) l'aide financière accordée aux termes de la présente entente, y compris toute réclamation relative à des équipements ou à des services fournis par un tiers au **REQUÉRANT** ou par un sous-traitant du **REQUÉRANT**.

ARTICLE 11 – RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 11.1** L'**AGENCE** se réserve le droit de résilier la présente entente en tout ou en partie pour l'un ou l'autre des motifs suivants :
- a) le **REQUÉRANT** fait une fausse déclaration ou commet un manquement se rapportant à la garantie visée à l'article 2;
 - b) le **REQUÉRANT** fait défaut de remplir les termes, conditions, modalités ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente;
 - c) le **REQUÉRANT** cesse ses activités de quelque façon que ce soit, y compris en raison d'une faillite, de la liquidation ou de la cession de ses biens;
 - d) des versements ou paiements excédentaires ne sont pas retournés à l'**AGENCE** par le **REQUÉRANT** dans les délais qu'elle lui aura indiqués;
 - e) le **REQUÉRANT** avise l'**AGENCE** dans un rapport écrit des modifications qu'il apporte à la réalisation du PROJET décrit à l'annexe 1 et l'**AGENCE** juge non pertinentes la ou les modifications.
- 11.2** Dans le cas prévu au paragraphe b) de l'article 11.1, l'**AGENCE** fait parvenir un avis écrit indiquant au **REQUÉRANT** les correctifs qu'il doit apporter et le délai à respecter concernant ces correctifs. À défaut d'appliquer les correctifs demandés dans le délai prescrit à l'avis, l'entente est automatiquement résiliée.
- 11.3** Dans le cas prévu au paragraphe d) de l'article 11.1, l'**AGENCE** peut, à sa discrétion, déduire les montants visés de tout montant dû au **REQUÉRANT** et/ou, ne plus accorder d'autres aides financières offertes dans le cadre des programmes de l'**AGENCE**.
- 11.4** Dans le cas prévu au paragraphe e) de l'article 11.1, l'**AGENCE** peut, à sa discrétion, maintenir ou annuler l'aide financière prévue dans la présente entente.
- 11.5** Lorsque l'entente est résiliée, le **REQUÉRANT** peut recevoir une partie de l'aide financière pour la portion des travaux réalisés, et ce, à la seule discrétion de l'**AGENCE** et sans autre compensation ou indemnité, notamment pour la perte de revenus anticipés. L'**AGENCE** établira seule le montant dû au **REQUÉRANT** ou exigible de celui-ci.
- 11.6** Le **REQUÉRANT** sera, par ailleurs, responsable de tous les dommages subis par l'**AGENCE** à cause de la résiliation de l'entente.
- 11.7** L'**AGENCE** se réserve également le droit de résilier l'entente sans qu'il soit nécessaire pour elle de motiver la résiliation. Pour ce faire, l'**AGENCE** doit adresser un avis écrit de résiliation au **REQUÉRANT**. La résiliation prendra effet de plein droit à la date de la réception de cet avis par le **REQUÉRANT** ou à une date postérieure indiquée à cet avis.

Le **REQUÉRANT** aura alors droit à une portion de l'aide financière représentant le pourcentage des travaux réalisés à la date de résiliation de l'entente, sans autre compensation ou indemnité que ce soit et, notamment sans compensation ni indemnité pour la perte de tout revenu escompté.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

- 12.1** Les parties ne sont pas responsables de tout manquement ou de tout retard dans l'exécution de leurs obligations causé par un événement hors de leur contrôle raisonnable et sans négligence ou faute de leur part, y compris tout cas fortuit ou tout autre événement qui retarde ou empêche l'exécution de la présente entente. Si un événement de force majeure empêche l'exécution de la présente entente, l'**AGENCE** ne sera redevable que de sa quote-part des coûts admissibles engagés jusqu'à la date où survient l'événement de force majeure. Toute partie doit aviser rapidement l'autre partie de l'existence d'un événement de force majeure et doit s'efforcer de minimiser tout dommage pouvant être causé à l'autre partie.

ARTICLE 13 – REPRÉSENTANTS

- 13.1** Aux fins de la présente entente, la représentante de l'**AGENCE** est madame Luce Asselin, présidente-directrice générale de l'**AGENCE**. Cette dernière a l'autorité complète pour agir pour et au nom de l'**AGENCE** en toute matière relative à la présente entente. Celle-ci désigne **monsieur Benoît Légaré**, comme son représentant technique relativement au suivi de l'application de la présente entente.
- 13.2** Aux fins de la présente entente, le représentant du **REQUÉRANT** est **madame Josée Côté**. Cette dernière a l'autorité complète pour agir pour et au nom du **REQUÉRANT** en toute matière relative à la présente entente et désigne **monsieur Claude Martin**, comme son représentant technique relativement au suivi de l'application de la présente entente.
- 13.3** Advenant un changement du représentant de l'une ou l'autre des parties aux présentes, chaque partie doit en informer l'autre par avis écrit dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent ce changement.

ARTICLE 14 – AVIS

- 14.1** Toute communication ou tout avis à l'égard de la présente entente doit faire référence au numéro de dossier et être transmis par écrit et valablement donné par livraison à son destinataire, soit personnellement, soit par courrier, à l'adresse ci-après mentionnée :

Dans le cas de l'**AGENCE**

Monsieur Benoît Légaré

Agence de l'efficacité énergétique

5700, 4^e Avenue Ouest, RC

Québec (Québec) G1H 6R1

Téléphone : **418 627-6379, poste 8040**

Télécopieur : **418 643-5828**

Adresse courriel : **benoit.legare@aee.gouv.qc.ca**

Dans le cas du **REQUÉRANT**

Madame Josée Côté

Les entreprises ABC inc.

123, rue Principale

Belleville (Québec) G1G 1G1

Téléphone : **(418) 123-4567**

Télécopieur : **(418) 234-5678**

Adresse courriel : **josee.cote@entreprisesabc.ca**

- 14.2** Toute communication ou tout avis ainsi donné sera réputé reçu le jour de sa livraison lorsqu'il est livré personnellement, le jour suivant sa mise à la poste, lorsqu'il est transmis par courrier ou lorsque sa réception est confirmée s'il est envoyé par télécopieur ou courrier électronique. Chaque partie peut aviser l'autre de la manière précédemment mentionnée de tout changement d'adresse pour la signification de communications ou d'avis.

ARTICLE 15 – CESSION

- 15.1** Les droits et obligations stipulés à la présente entente ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite et préalable de l'**AGENCE**.

ARTICLE 16 – MODIFICATION

- 16.1** Toute modification à la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite sous la forme d'un avenant signé par les deux parties. Cet avenant est partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 17 – DROIT D'AUTEUR

- 17.1 Les rapports et autres documents réalisés, en vertu de la présente entente, par le **REQUÉRANT**, tout sous-traitant ou toute autre partie prenante au projet, y compris tous les accessoires, deviendront la propriété matérielle entière et exclusive de l'**AGENCE** qui pourra en disposer à son gré.
- 17.2 Le **REQUÉRANT** accorde à l'**AGENCE** une licence non exclusive transférable et irrévocable sur le ou les documents réalisés en vertu de l'entente ainsi que sur le matériel préexistant, soit tous les travaux et accessoires existants antérieurement à la date d'entrée en vigueur de l'entente et qui sont incorporés d'une façon ou d'une autre aux documents réalisés en vertu de la présente entente lui permettant de les reproduire, adapter, communiquer, par quelque moyen que ce soit, traduire, exécuter ou représenter en public, à des fins de consultation, de création de programme ou pour toutes autres fins non commerciales jugées utiles par l'**AGENCE**. Toute considération pour la licence de droits d'auteur consentie en vertu de la présente entente est incluse dans l'aide financière prévue à l'article 1.
- 17.3 Le **REQUÉRANT** garantit à l'**AGENCE** qu'il détient tous les droits lui permettant de réaliser la présente entente et se porte garant envers l'**AGENCE** contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne relativement à l'objet de ces garanties.

ARTICLE 18 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

- 18.1 Les documents contractuels et les annexes mentionnés à la présente entente font partie intégrante de cette entente. Le **REQUÉRANT** déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les clauses.
- 18.2 La présente entente constitue la seule entente intervenue entre les parties et toute autre entente non reproduite à la présente entente est réputée nulle et sans effet.
- 18.3 En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaut.

ARTICLE 19 – CONFIDENTIALITÉ

- 19.1 Les parties s'engagent à prendre les mesures raisonnables pour préserver le caractère confidentiel de certaines données d'entreprises pouvant, si elles étaient divulguées, nuire à la position concurrentielle de l'autre partie.
- 19.2 Le **REQUÉRANT** convient qu'il est nécessaire de divulguer à l'**AGENCE** des informations confidentielles (que ce soit sous forme écrite, verbale ou visuelle) — y compris, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, données, formules, procédés, modèles, photographies, plans, dessins, spécifications, rapports, études et idées — et l'**AGENCE** s'engage à les garder confidentielles. Toutefois, les informations confidentielles ne comprennent pas :
- (i) l'identité du **REQUÉRANT**, les coûts du PROJET, les montants d'aide financière, les mesures recommandées, décrites en termes généraux ainsi que les économies d'énergie ou les réductions des émissions de GES associées et, le cas échéant, les résultats obtenus à la suite de l'implantation de ces mesures;
 - (ii) les informations qui étaient du domaine public au moment où elles ont été communiquées;
 - (iii) les informations qui, après avoir été communiquées, deviennent du domaine public sans que l'**AGENCE** les ait rendues publiques.
- 19.3 Toute divulgation, au public ou à des tiers, d'informations confidentielles du **REQUÉRANT** doit faire l'objet d'une entente écrite entre l'**AGENCE** et celui-ci. Le **REQUÉRANT** s'engage à autoriser une divulgation d'informations confidentielles si elle ne porte pas atteinte à sa position concurrentielle.

ARTICLE 20 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

20.1 En cas de différend découlant de la présente entente, les parties conviennent de tenter, de bonne foi, de le régler. Si les parties ne réussissent pas à le régler par la négociation, elles conviennent de considérer le recours à la médiation. Les parties assumeront à parts égales les frais de médiation. Si les parties ne peuvent pas s'entendre sur le choix de l'un ou l'autre de ces mécanismes, chaque partie peut, en tout temps, choisir de faire appel au tribunal compétent pour régler le différend.

ARTICLE 21 – LIEN JURIDIQUE

21.1 Le **REQUÉRANT** est la seule partie patronale à l'égard de l'ensemble du personnel affecté à l'exécution de l'entente et il devra en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. Le **REQUÉRANT** devra se conformer, notamment aux lois régissant les accidents de travail et à celles régissant les conditions de travail.

21.2 Lorsque l'exécution du PROJET implique la participation de sous-traitants, la réalisation de la présente entente et les obligations qui en découlent, y compris les exigences relatives à la qualité, demeurent alors sous la responsabilité du **REQUÉRANT**.

ARTICLE 22 – CONFLITS D'INTÉRÊTS

22.1 Le **REQUÉRANT** déclare ne pas être en situation de conflit d'intérêts et accepte d'éviter toute situation qui mettrait en conflit son intérêt personnel et l'intérêt de l'**AGENCE**. Si une telle situation se présente, le **REQUÉRANT** doit immédiatement en informer l'**AGENCE** qui pourra, à sa discrétion, émettre une directive lui indiquant comment remédier à ce conflit d'intérêts ou résilier l'entente. Le présent article ne s'applique pas à un conflit pouvant survenir sur l'interprétation ou l'application de l'entente.

ARTICLE 23 – VÉRIFICATION

23.1 Les demandes de paiement et les paiements découlant de la présente entente peuvent faire l'objet d'une vérification par un représentant dûment mandaté par l'**AGENCE**. Ce représentant de l'**AGENCE** pourra être chargé de procéder, chez le **REQUÉRANT**, à une vérification des dépenses du PROJET faisant l'objet de la présente entente, de prendre connaissance et de faire un examen de tous les registres et documents qu'il juge utiles à cette vérification et en tirer des copies, le cas échéant.

23.2 Le **REQUÉRANT** autorise au représentant de l'**AGENCE** l'accès aux lieux qu'il occupe, aux heures normales d'affaires, pour la tenue des inspections et vérifications prévues à l'entente.

ARTICLE 24 – REMBOURSEMENT DE DETTE FISCALE

24.1 Conformément à l'article 31.1.1 de la Loi du ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), lorsque le **REQUÉRANT** est redevable d'un montant exigible en vertu d'une loi fiscale, l'**AGENCE** étant un organisme public tel que défini à l'article 31.1.4 de cette loi, pourra, si elle en est requis par le ministère du Revenu, transmettre à celui-ci tout ou une partie du montant payable en vertu de la présente entente afin que le Ministère puisse affecter en tout ou en partie ce montant au paiement de cette dette.

ARTICLE 25 – ENTRÉE EN VIGUEUR

25.1 Malgré la date de signature, la présente entente entre en vigueur le **1^{er} janvier 2009** et prend fin le **31 mars 2013**.

ARTICLE 26 – INDIVISIBILITÉ

26.1 La présente entente constitue un tout et est indivisible. Sous réserve des recours prévus à l'article 11 de la présente entente, l'annulation d'une clause par un tribunal doit entraîner l'annulation du reste de l'entente à moins d'un consentement des deux parties, consigné par écrit, conformément à l'article 16 des présentes.

ARTICLE 27 – CLAUSE FINALE

27.1 Le versement des sommes prévues à la présente entente est conditionnel à l'obtention des fonds à cette fin, par l'**AGENCE**.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT DÛMENT SIGNÉ,

REQUÉRANT

À Belleville, le 8^e jour du mois de mars de l'année 2009.

PAR :

Josée Côté

Josée Côté
Directrice de l'ingénierie
Les entreprises ABC inc.

AGENCE

À Québec, le 6^e jour du mois de mars de l'année 2009.

PAR :

Luce Asselin
Présidente-directrice générale
Agence de l'efficacité énergétique

Pour référence seulement

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET

Pour référence seulement

ANNEXE 2

CONTENU DU PLAN DE SURVEILLANCE

Le **REQUÉRANT** doit élaborer un **Plan de surveillance**, établi selon la structure proposée ci-dessous. Le **Plan de surveillance**, qui est utilisé comme protocole de quantification, précise la méthode de *mesurage et de vérification (communément identifié par M&V)* qui sera appliquée pour obtenir, enregistrer, compiler et analyser les données du projet et du scénario de référence, une fois le projet implanté. Il permet également d'établir les bases pour la vérification annuelle des résultats obtenus et la rédaction des rapports sur les émissions de GES.

Le *Plan de surveillance* inclut

- a) l'objectif de la surveillance et son impact sur le maintien des résultats;
- b) les rôles, responsabilités et compétences des personnes qui assureront la mise en œuvre du plan de surveillance;
- c) les limites à l'intérieur desquelles la surveillance sera appliquée et l'impact des effets interactifs (effets croisés) éventuels;
- d) l'identification des paramètres clés et conditions statiques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs;
- e) les types de données et les informations à déclarer, y compris les unités de mesure;
- f) l'origine des données et la description des échantillonnages;
- g) les modes de compensation s'appliquant en cas de pertes données;
- h) la méthode de surveillance proposée, y compris les méthodes d'estimation, de modélisation, de mesurage ou de calcul;
- i) les durées, les fréquences et les périodes de surveillance, tenant compte de la nature du PROJET;
- j) les équipements et instruments de mesure utilisés et les méthodes de validation des données;
- k) les systèmes de gestion des informations, y compris l'emplacement et la conservation des données enregistrées.

Pour référence seulement

ANNEXE 3

CONTENU DU RAPPORT DE MISE EN FONCTION

Le *Rapport de mise en fonction* des équipements, qui devra être signé par un ingénieur membre en règle d'une corporation professionnelle d'ingénieurs, devra contenir les éléments suivants :

- le titre et le numéro de dossier du PROJET;
- un portrait sommaire des travaux réalisés s'ils diffèrent du PROJET initial;
- une description des problèmes rencontrés lors de la mise en fonction des équipements;
- la liste des équipements majeurs qui ont été modifiés, remplacés ou retirés avec leur description détaillée;
- la liste des nouveaux équipements installés avec leur description détaillée;
- la date de mise en fonction.

Pour référence seulement

ANNEXE 4

CONTENU DU RAPPORT DE PROJET

Lorsque le PROJET est complété et que toutes les étapes du processus ont été couvertes, le **REQUÉRANT** doit produire un *Rapport de projet*, approuvé par un ingénieur membre en règle d'une corporation professionnelle d'ingénieurs et le transmettre à l'**AGENCE**. Le *Rapport de projet* doit contenir les éléments suivants :

- a) le titre du PROJET, le numéro de dossier, les coordonnées du requérant, la date du rapport et la période couverte;
- b) une brève description du PROJET, son emplacement, sa durée, les objectifs visés et les technologies utilisées;
- c) une description du scénario de référence et une démonstration que la réduction de consommation des combustibles ciblés et des émissions de GES en découlant sont additionnelles et qu'elles s'ajoutent ainsi à celles qui auraient été enregistrées en l'absence du projet;
- d) une description de la méthode utilisée pour la quantification de la consommation des combustibles ciblés et des émissions de GES en découlant, pour le scénario de référence et pour le projet et une confirmation que le **Plan de surveillance** proposé au projet a été mis en oeuvre;
- e) une **déclaration GES** qui donne un exposé *i)* des émissions de GES, par source de GES pour le scénario de référence, exprimées en tonnes de CO₂e pour la période applicable et basées sur les consommations de combustibles, *ii)* des émissions de GES, par source de GES pour le PROJET, exprimées sur les mêmes bases et *iii)* des réductions des émissions de GES en découlant;
- f) une évaluation de la permanence des impacts;
- g) les principales conclusions;
- h) toute annexe en support au rapport (données techniques, rapport de mise en fonction, etc.).

Pour référence seulement

ANNEXE 5

CONTENU DU RAPPORT DE MISE À JOUR ANNUELLE

Le *Rapport de mise à jour annuelle*, qui doit obligatoirement être approuvé par un ingénieur membre en règle d'une corporation professionnelle d'ingénieurs, doit couvrir les éléments suivants :

- a) le titre du PROJET, le numéro de dossier, les coordonnées du requérant, la date du rapport et la période couverte;
- b) une description du scénario de référence, incluant les ajustements qui y ont été apportés durant la période, et une démonstration que la réduction de consommation des combustibles ciblés et des émissions de GES en découlant sont additionnelles et qu'elles s'ajoutent ainsi à celles qui auraient été enregistrées en l'absence du PROJET;
- c) une description de la méthode utilisée pour la quantification de la consommation des combustibles ciblés et des émissions de GES en découlant, pour le PROJET et une confirmation que le **Plan de surveillance** proposé au PROJET a été mis en oeuvre;
- d) une **déclaration GES** qui donne un exposé *i)* des émissions de GES, par source de GES pour le scénario de référence, exprimées en tonnes de CO₂e pour la période applicable (annuelle) et basées sur les consommations de combustibles, *ii)* des émissions de GES, par source de GES pour le PROJET, exprimées sur les mêmes bases et *iii)* des réductions des émissions de GES en découlant;
- e) les principales conclusions.

Pour référence seulement